

**Министерство образования и науки Российской Федерации
ФГБОУ ВПО «Санкт-Петербургский государственный
университет сервиса и экономики»**

СЫКТЫВКАРСКИЙ ФИЛИАЛ

**СОЦИАЛЬНО-ЭКОНОМИЧЕСКОЕ
РАЗВИТИЕ СФЕРЫ СЕРВИСА
В РЕГИОНЕ**

Материалы IV Всероссийской
научно-практической конференции
молодых учёных и студентов

25 апреля 2013 г.

Сыктывкар, 2013

УДК 332.1 (063)
ББК 65.4
П 78

Печатается по решению Учёного совета
Сыктывкарского филиала ФГБОУ ВПО «СПбГУСЭ»
(протокол № 8 от 27.06.2013)

Редакционная коллегия:

Киросова Татьяна Александровна, канд. ист. наук, доц., зам. директора по научной работе – **председатель редколлегии, ответственный редактор**; *Обедков Анатолий Павлович*, канд. геогр. наук, доцент, заведующий кафедрой сервиса и туризма; *Чесноков Валерий Павлович*, канд. ист. наук, доцент, заведующий кафедрой экономики и менеджмента; *Шубницина Елена Игоревна*, канд. техн. наук, доцент кафедры сервиса и туризма.

Технический секретарь – *Ромацкая О.Г.*, ведущий специалист по научной работе.

П 78

Социально-экономическое развитие сферы сервиса в регионе: материалы IV Всероссийской научно-практической конференции молодых учёных и студентов (25 апреля 2013 г., Сыктывкар). – Сыктывкар: Сыктывкарский филиал ФГБОУ ВПО «СПбГУСЭ», 2013. – 400 с.

В научный сборник включены материалы IV Всероссийской научно-практической конференции молодых учёных и студентов «Социально-экономическое развитие сферы сервиса в регионе».

В сборнике представлены статьи молодых ученых институтов и филиалов СПбГУСЭ, академических институтов, высших и средних профессиональных учебных заведений России, Украины, Республики Беларусь, Республики Казахстан.

В материалах выступлений пленарного заседания и докладов секций исследованы проблемы социально-экономического развития регионов Российской Федерации. Особое внимание уделено автомобильному и придорожному сервису, социально-культурному сервису и туризму. Статьи молодых учёных и студентов посвящены гуманитарным и социальным наукам, информационным технологиям и инновационным методам развития сервиса и экономики, представлены результаты теоретических и практических исследований.

Материалы, помещенные в настоящий сборник, даны в авторской редакции с минимальными правками.

- reduction of harmful effects on the environment (creation of environmentally acceptable products, using of material and energy-saving ecotechnologies, optimization, processing, and waste management);
- increasing investment in the real economy sector on the income from non-renewable resources;
- rationalization of monetary and fiscal policy (maintaining revenues from the extraction of non-renewable resources in the region);
- maintaining stable social and cultural systems, including reducing conflicts between people (objective division of wealth in order to achieve within generations justice(as well as between generations) , assistance to the poor).

IDE EN FRANCE: LECONS AMERES DE L'ANNEE 2008

Рогалевич С.А. студентка III курса, **Кожарина Т.В.**, старший преподаватель
Белорусский государственный университет

Les Investissements directs étrangers en France (IDE dits «entrants») désignent des investissements par lesquels des entités résidentes d'une économie étrangère acquièrent ou ont acquis un intérêt durable dans une entité résidente en France. Par convention, on considère qu'il y a investissement direct lorsqu'une entreprise détient au moins 10 % du capital ou des droits de vote d'une entreprise résidente d'un pays autre que le sien.

L'économie française est très ouverte aux capitaux étrangers.

Selon l'Insee, l'ensemble des filiales de groupes étrangers:

- emploient 14 % de l'effectif salarié dans l'ensemble de l'économie française;
- contribuent à hauteur de 21% au chiffre d'affaires de l'économie française;
- assurent 33 % des exportations de l'économie française;
- réalisent 8 % de l'investissement corporel de l'économie française.

Les investissements directs étrangers en France, qui s'étaient inscrits entre 20 et 40 milliards d'euros de 2005 à 2007, ont fortement baissé au cours des deux dernières années, passant d'abord à 11,7 milliards en 2008, en baisse de 63 % par rapport à l'année précédente, puis laissant place à des désinvestissements nets en 2009. Parmi les différentes composantes des ID, les investissements immobiliers, après avoir fortement reculé en 2008, se sont maintenus à 4,3 milliards en 2009, contribuant ainsi à la résilience du marché français dans un environnement international difficile. Selon des données encore estimées, les bénéfices de ces réinvestissements auraient retrouvé un solde positif de 2,1 milliards en 2009, alors qu'ils avaient affiché un solde négatif en 2008. Les opérations en capital, hors investissements immobiliers, déjà de faible ampleur lors des années précédentes, ont reculé pour leur part de 29 % par rapport à 2008, à 7,7 milliards. Enfin, les «autres opérations» ont dégagé un solde net négatif de – 18,3 milliards, en très

forte hausse par rapport à 2008. Compte tenu des règles appliquées ici pour le classement des prêts intra-groupes, ce solde négatif signifie que les filiales françaises de groupes étrangers ont dans l'ensemble davantage contribué au financement de leur maison-mère ou d'entités non résidentes de leur groupe en 2009 qu'elles n'en ont reçu de prêts. Un phénomène semblable s'était déjà produit lors des années précédentes, en particulier en 2006 et en 2003, mais jamais avec une telle ampleur.

Concernant les investissements étrangers en capital social, hors investissements immobiliers, on note également une diminution du nombre d'opérations en 2009, en baisse de 35 % par rapport à 2008. Observé sur plus longue période, ce dernier a décliné continûment depuis neuf ans et s'est inscrit en 2009 à un niveau inférieur de 71 % à celui de l'année 2000.

La France est l'un des principaux pays d'origine et pays de destination des flux d'investissement dans le monde. Avec 40 Md\$, la France est ainsi, en 2011, le 9^e pays d'accueil des investissements directs étrangers dans le monde. Pour l'accueil des investissements étrangers créateurs d'emploi, la France figure dans le trio européen de tête, et à la première place pour les projets industriels. La France est, en Europe, le second pays d'accueil des investissements étrangers créateurs d'emplois (Baromètre de l'attractivité européenne, Ernst & Young, 2010). La crise économique n'a pas enrayé cette dynamique, puisque depuis 2008 treize entreprises étrangères choisissent la France chaque semaine, en moyenne, pour y installer ou renforcer leur activité.

La majorité des investissements d'origine étrangère sont le fait, dans les pays européens, d'entreprises de cette zone. Ce phénomène a été conforté par la crise, qui a eu tendance à favoriser les investissements de proximité par rapport aux destinations plus lointaines. L'Allemagne est principal investisseur. Plus de 3 000 entreprises allemandes sont présentes en France, où elles emploient plus de 320 000 salariés. Avec 140 projets annoncés en 2010, l'Allemagne est le premier pays investisseur en France, à l'origine de 18 % des projets.

Les flux d'investissements directs étrangers se sont fortement contractés dans le monde après le déclenchement de la crise financière en 2008. Dans un contexte incertain, l'attractivité de la France a fort bien résisté. Les deux meilleurs résultats enregistrés depuis dix ans l'ont, en effet, été en 2010 et en 2011, années pendant lesquelles 782 et 698 entreprises étrangères, respectivement, ont décidé d'investir en France dans des activités créatrices d'emploi.

L'une des raisons tient au fait que l'attractivité française repose sur des facteurs structurels solides, jugés rassurants en période de crise. La profondeur et la position centrale du marché français, que servent des infrastructures de qualité, une main d'œuvre qualifiée et productive et une tradition d'excellence industrielle confortent un «mix d'attractivité» complet et diversifié.

Selon les statistiques nous pouvons juger que la récession économique a touché la plupart des pays européens de façon synchronisée à partir de la mi-2009 pendant que la France a un modèle de croissance moins cyclique que d'autres pays.

La République française peut se vanter d'une base industrielle complexe, des technologies avancées, d'un souci de l'écologie, c'est pourquoi elle peut au même temps compter sur les investissements étrangers à longue période.

La France a commencé et a lancé une série de réformes en 2009 pour éviter l'effet négatif de la crise économique mondiale, c'est le Programme national d'investissement. Le budget de ce programme est destiné à l'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur et la formation des spécialistes, la réalisation des recherches scientifiques, le développement de l'industrie, petites et moyennes entreprises, l'économie numérique et les technologies pour préserver l'environnement. Autrement dit, ces facteurs sont ceux qui ont limité la récession économique dans l'Hexagone.

Aujourd'hui l'économie de la France, pays compétitif qui est capable de répondre aux défis de la crise économique mondiale, a décidé d'investir dans cinq domaines stratégiques, nommés au-dessus. Cette décision avait été orientée à l'amélioration de la compétitivité du pays. A nos jours on peut dire avec assurance que la France c'est un espace favorable pour les investisseurs étrangers comme auparavant.

ELEMENTI DI COMPETENZA COMUNICATIVA NELL'INSEGNAMENTO DI LINGUA ITALIANA

Савастюк Е.И., студентка V курса, **Долидович О.В.**, старший преподаватель
Белорусский государственный университет

Acquisire una seconda lingua significa sviluppare non solo la competenza morfosintattica, la competenza fonologica, la competenza testuale, ma anche la competenza pragmatica, la competenza sociolinguistica e la competenza culturale.

Nella comunicazione interetnica è il sistema del discorso che produce le maggiori difficoltà (il modo con cui le idee sono collegate fra loro, il modo con cui sono messe in evidenza, il modo con cui sono trasmesse informazioni di tipo emotivo). Il problema principale dunque non è capire cosa sta dicendo l'interlocutore, ma perché lo sta dicendo. Le informazioni sul perché non sono segnalate allo stesso modo dai parlanti che appartengono a culture diverse. Le differenze provocano non solo fraintendimenti, ma anche formazione di stereotipi e tensione fra i gruppi e fra i singoli parlanti. In un evento comunicativo oltre un testo linguistico e una grammatica contestuale esistono dei messaggi extralinguistici (mimica, tono della voce, gestualità) e degli atteggiamenti psicologici verso la cultura, l'istituzione, il gruppo (atteggiamenti che emergono soprattutto nei messaggi extralinguistici)